



Affaire de la disparition et de la mort de Kenza

Arrestation du père, auteur du crime

Page 16

Justice à Béjaïa

25 activistes du hirak acquittés

Page 16

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5303 - Jeudi 18 février 2021 - Prix : 10 DA

Pouvoir d'achat, retraite et libertés syndicales, dossiers en suspens La CSA invite Ouadjaout à trouver des solutions

Page 2

Plus de 245 dénonciations depuis janvier

Nouvelle application mobile pour les signalements d'atteinte aux enfants

Page 3

L'offensive houthie sur Ma'rib

Par Mohamed Habili

Si l'administration Biden a cru bien faire en enlevant le nom des Houthis de la liste américaine des organisations terroristes, l'une des toutes premières décisions prises par elle en matière de politique étrangère, ce qui tend à montrer tout l'intérêt qu'elle porte à la situation au Yémen, le fait est qu'elle n'a guère été payée de retour par les Houthis, qui au contraire ont intensifié dernièrement leur offensive sur Ma'rib dans le but évident de s'en emparer. La conquête de tout le nord-ouest du Yémen avec ses débouchés sur la mer Rouge, tel semble bien être le but qu'ils se sont fixé, et qu'ils pensent être à leur portée aujourd'hui plus que jamais. Ma'rib est précisément ce qui leur manque, du moins à l'intérieur des terres, eu égard à ses richesses de gaz et pétrole, outre la raffinerie, si utile, qui s'y trouve, pour que les territoires conquis depuis 2014 soient plus ou moins viables économiquement parlant. Si rien n'est fait par la communauté internationale pour les empêcher militairement, il y a tout lieu de croire qu'elle sera leur dans pas longtemps. Comme, justement, on ne voit rien pour l'heure qui ressemble si peu que ce soit à un branle-bas de guerre pour sauver le dernier bastion du gouvernement reconnu par la communauté internationale, cette place va certainement tomber. Certains s'en consolent déjà en se disant que si les Houthis cherchent tant à la prendre, ce n'est pas pour la garder, mais pour renforcer leur position dans les négociations, qui certainement, poursuivent-ils, vont bientôt commencer ou recommencer.

Suite en page 3



Abdelghani Bendjebba (président-directeur général de GCB) au Jour d'Algérie :

«Nous investissons dans l'Engineering pour être leader dans notre métier»



Phs/E. Soraya/J. A.

Une filiale du Groupe Sonatrach, spécialisée dans le génie civil et la construction comme métier de base, en dépit de la double crise résultant de la chute des prix du baril de pétrole et la pandémie, arrive à sortir du lot et enregistre des performances positives. La Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB) a su s'adapter et surfer sur les conjonctures en maintenant le cap de la croissance.

Société nationale de génie civil et bâtiment

Devenir un opérateur EPC de premier plan

La Société nationale de génie civil et bâtiment a pour ambition de devenir un acteur majeur dans le domaine de l'engineering et du procurement. Filiale du Groupe Sonatrach, GCB a mis en œuvre une stratégie de développement pour lui permettre de devenir incontournable dans le secteur des hydrocarbures.

Lire dossier en pages 8 et 9



La CSA invite Quadjaout à trouver des solutions

Pouvoir d'achat, retraite et libertés syndicales, dossiers en suspens

■ *Après plusieurs mois de silence, la Confédération des syndicats algériens (CSA) qui regroupe l'Unpef, le Cnapeste, le Snapest, le Snte, le Cela et le Satef, a fait part de son mécontentement quant à la situation qui prévaut dans le secteur, n'écartant pas la possibilité de recourir une nouvelle fois à la grève pour rappeler notamment à la tutelle les dossiers en suspens et réitérer les mêmes revendications contenues dans leur plateforme adressée aux autorités (pouvoir d'achat, retraite, dialogue social, libertés syndicales...).*

Par **Thinhenine Khouchi**

Une réunion de la Confédération des syndicats algériens (CSA) a eu lieu au

Draa El Mizan (Tizi Ouzou) Arrestation de deux escrocs se faisant passer pour de hauts fonctionnaires

Deux individus se faisant passer pour de hauts fonctionnaires de l'Etat pour offrir leurs services à des citoyens en contrepartie de fortes sommes d'argent ont été arrêtés par les éléments de la compagnie de Gendarmerie nationale de Draa El Mizan, avons-nous appris, hier, auprès du même corps de sécurité. Les gendarmes ont tendu un guet-apens à ces deux individus qui promettaient à leurs victimes d'intervenir auprès des services concernés pour leur obtenir des logements, des locaux commerciaux, des véhicules d'occasion et des engins de travaux publics à des prix bas. Les deux mis en cause ont été traduits devant le procureur de la République du tribunal de Draa El Mizan.

Un trafiquant d'armes et de munitions sous les verrous

Un trafiquant d'armes à feu et de munitions a été arrêté par les éléments de la Sûreté nationale au début de la semaine courante dans la région des Ouadhias (35 km au sud de Tizi Ouzou), a indiqué, hier, la cellule de communication de la sûreté de la wilaya dans un communiqué. C'est suite à une enquête ouverte par la brigade criminelle relevant du service de wilaya de police judiciaire pour détention d'armes à feu sans autorisation dans la daïra de Ouadhias et les investigations entreprises dans ce cadre que le mis en cause, âgé de 38 ans, a été identifié puis arrêté. Son interpellation a permis aux services de sécurité de saisir «en son domicile deux armes à feu de poing de fabrication artisanale, 118 cartouches et douilles de différents calibres, un canon d'arme à feu, des billes de plomb, accessoires de nettoyage, deux épées artisanales (sabres), d'autres armes blanches et un taser à impulsion électrique», a précisé la même source. Présenté mardi dernier devant le parquet territorial compétent de Draa El Mizan, il a été placé en détention préventive pour «fabrication et vente d'armes à feu, munitions et armes blanches sans autorisation».

Hamid M.

siège de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef). La CSA, qui regroupe l'Unpef, le Cnapeste, le Snapest, le Snte, le Cela et le Satef, a considéré dans son communiqué qu'elle a été ignorée et l'est encore aujourd'hui. Dans son communiqué rendu public hier, elle reproche «à la tutelle de fuir son devoir de dialogue social en faisant cavalier seul dans tous les dossiers qui préoccupent le personnel du secteur». Les dossiers mis en avant par l'Intersyndicale et pour lesquels elle réclame des réponses sont au nombre de six : le statut particulier, la retraite, le pouvoir d'achat, les libertés syndicales, les primes de zone, ainsi que les plans exceptionnels. Ces syndicats reprochent à la tutelle d'«éviter» de recevoir son partenaire social sous prétexte de ne pas pouvoir travailler avec les 24 organisations syndicales agréées, faisant ainsi «cavalier seul», a indiqué Boualem Amoura du Satef, qui reproche aux responsables du ministère leur «échec et leur incapacité» de gérer le secteur. La Confédération estime, dans son communiqué, qu'elle a toujours cherché et s'efforce de relier les canaux de dialogue et d'étendre les ponts de communication avec la tutelle dans le cadre des textes légaux en vigueur afin de fournir des conditions matérielles et morales à ses travailleurs et salariés du secteur, qui permettent l'accès à une éducation de qualité au rythme des évolutions et à une école publique algérienne de qualité et cela ne sera atteint qu'après une volonté politique qui



Ph/D. R.

aboutit à un dialogue dans le contexte d'un réel pluralisme syndical. Pour Sadek Dziri de l'Unpef, «la tutelle ignore son partenaire social. Pour preuve, le ministère, dans son bilan d'activités au titre de l'année 2020, n'a consacré que 1 % au dialogue avec le partenaire social». Ce qui en dit long sur ses intentions de dialogue, conclut-il. «Le ministère laisse un cumul de revendications, alors que nous avons besoin d'une véritable négociation pour trouver des solutions pour les dossiers en suspens», a déclaré pour sa part Meziane Meriane, coordinateur du Snapest. Il explique, à titre d'exemple, qu'une commission chargée de la révision des statuts particuliers

du personnel de l'Education nationale a été installée, mais sans recevoir aucun syndicat du secteur. Selon le Satef, Cette commission a choisi la «fuite en avant». Dans ce sens, l'Intersyndicale laisse entendre

que la protestation ne va pas tarder à reprendre dans les semaines à venir. «La situation actuelle n'est pas reluisante, elle prélude une action qui va être incessamment déclenchée», met en garde la CSA.

T. K.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 178 nouveaux cas et 2 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 2 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, le même nombre qu'hier (2), portant à 2 947 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une légère hausse, avec 178 cas, soit 3 cas de plus par rapport au bilan d'hier (175), pour atteindre, au total, 111 247 cas confirmés.

R. N.

Fabrication des vaccins

Le Professeur Bitam appelle à l'intégration des chercheurs permanents

L'expert en maladies transmissibles et pathologies tropicales à la Direction de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur, Idir Bitam, a lancé, hier, un appel à l'intégration des chercheurs permanents dans la fabrication du vaccin anti-Covid-19 en Algérie. Le gouvernement algérien a décidé de s'investir pour produire plusieurs vaccins, notamment anti-Covid-19. Le Professeur Idir Bitam s'est réjoui de cette nouvelle. Selon lui, «on est le premier pays africain qui va le faire». Il appelle ainsi à l'intégration des chercheurs permanents dans cette démarche. «S'il n'y a pas d'intégration de ces derniers

dans la fabrication du vaccin, cela va tomber à l'eau, je vous assure», a-t-il averti, appelant à faire confiance aux chercheurs qui sont ici en Algérie. «Je vous assure qu'on a des compétences incroyables. La majorité d'entre elles ont une certaine expérience et ont travaillé avec des laboratoires hautement qualifiés dans différents domaines scientifiques», a-t-il dit. Malheureusement, explique-t-il, «dès qu'il y a l'émergence d'une sommité importante, on essaye de l'écraser afin de créer de l'ombre». «Il faut qu'on passe à la transparence», a-t-il suggéré.

Arguments à l'appui, il a rappelé qu'il y a 50 ans, notre pays exportait des vaccins, et ce, grâce aux compétences locales».

«Il faut savoir que l'Algérie, dans les 70 et 80, a fabriqué et commercialisé, à l'échelle mondiale pas seulement africaine, 11 types de vaccin et sérum thérapeutique», a-t-il indiqué. Il a regretté cependant qu'en 2021 on ne parle pas du tout de la production vaccinale. «Ce n'est pas normal», a-t-il indiqué. «Il y a un relâchement certes, mais c'est rattrapable», a estimé le Professeur Bitam, à condition qu'il y ait une décision politique en collaboration avec la recherche. Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio nationale, le Professeur Idir Bitam a mis en avant les efforts des chercheurs algériens durant la crise sanitaire du Covid-19, citant le centre de recherche de biotechnologie de Constantine

qui a créé des kits de PCR, que «le gouvernement n'a pas pris en considération malheureusement», a-t-il dit. Il a cité aussi l'Université de Sidi Bel-Abbès qui a produit des kits de PCR à un coût dérisoire, 1 000 DA le test, a-t-il ajouté, alors que «nous importons des kits cinq fois plus chers. Il faut faire confiance à nos chercheurs qui vont booster notre économie», a-t-il suggéré. Dans le même ordre d'idées, l'invité signale une start-up qui a développé des bavettes de type Ffp2 qui coûtent excessivement cher. «Si on arrive à les développer en Algérie et les commercialiser ensuite, économiquement parlant c'est très important pour notre pays», a-t-il indiqué.

Louisa Ait Ramdane

Plus de 245 dénonciations depuis janvier

Nouvelle application mobile pour les signalements d'atteinte aux enfants

■ La situation des enfants dans notre pays a connu un ensemble de changements quantitatifs et qualitatifs au cours des dernières années qui s'inscrivent dans un nouvel esprit.

Par Meriem Benchaoua

Le système de protection de l'enfant et de ses droits juridiques et moraux en Algérie s'est consolidé par l'adoption d'une série de mesures venues s'ajouter aux efforts d'adaptation aux conventions internationales ratifiées et de lutte contre les dangers qui guettent cette catégorie, notamment la cybercriminalité. Mais toutes ces avancées sont annihilées par le taux d'agressions, d'affaires de rapt et de déperdition scolaire. A cet égard, les autorités algériennes déploient des efforts coordonnés et soutenus pour promouvoir et assurer la défense et la promotion des droits de l'enfant mais les différentes formes de violence à l'encontre de ces derniers sont encore très répandues et malgré les nombreux efforts, un long chemin reste à faire en matière de protection. Dans ces sens, la Déléguée nationale de la promotion et de la protection de l'enfant, Meriem Cherfi, a annoncé le lancement, l'année en cours, d'une nouvelle application mobile par l'Organe national de la promotion et de la protection de l'enfant (Onppe), en vue de renforcer les mécanismes de signalement des atteintes aux droits de l'enfant. Intervenant à l'ouverture d'une session de formation en compagnie du représentant de l'Unicef en Algérie, Isselmou Boukhari, au profit des



PHOTO: R.

employés de la cellule de signalement se trouvant à l'Onppe, M^{me} Cherfi a précisé que cette nouvelle application facilitera et renforcera les mécanismes de signalement de toute atteinte aux droits de l'enfant. Cette application permettra aux citoyens de contacter l'Organe pour avoir des informations sur l'enfance et vise à promouvoir les techniques de signalement en phase avec le développement technologique. Evoquant les «principaux mécanismes» de signalement tel que le numéro vert 1111, en service depuis avril 2018, M^{me} Cherfi a indiqué que l'Onppe reçoit quotidiennement près de 10 000 appels pour

obtenir des explications sur le domaine de l'enfance et est destinataire, depuis janvier, de plus de 245 signalements sur l'atteinte aux droits de cette catégorie, dont la maltraitance. Au regard du grand nombre d'appels, l'Onppe compte élargir les périodes de travail de la cellule d'écoute en assurant notamment la permanence de nuit durant l'année en cours, a-t-elle relevé. Pour sa part, M. Isselmou Boukhari s'est félicité «des grands pas» franchis par l'Algérie en matière de protection juridique des droits de l'enfant depuis la promulgation de la loi sur la protection de cette catégorie en 2015, saluant également

les actions «remarquables» de l'Onppe en faveur de la protection et du bien-être des enfants. A l'ordre du jour de cette session de formation de trois jours, plusieurs thèmes liés aux droits de cette catégorie à l'instar des principes élémentaires de la convention internationale des droits de l'enfant dans la législation algérienne, ainsi que d'autres axes relatifs aux étapes et facteurs du développement de l'enfant et au rôle des acteurs en matière de prise en charge psychosociologique de cette catégorie. La cellule d'écoute de l'Onppe regroupe des psychologues, des sociologues et des juristes. **M. B.**

Zones d'ombre

L'Etat vise un «monde rural productif»

Concrétiser un monde rural productif, après avoir donné forme à un monde rural viable, tel est l'objectif tracé par l'Etat. S'exprimant, hier, lors d'une visite dans la wilaya de Laghouat, Brahim Merad, chargé de mission à la Présidence de la République, a indiqué que cet objectif est à atteindre «à travers la réalisation de divers projets sur le terrain, selon la vision du président de la République de garantir une vie décente au citoyen dans les zones d'ombre» a-t-il expliqué. Le développement du monde rural est une «condition essentielle» pour le

décollage économique de ces régions, considérées comme un terrain favorable pour la diversification de l'économie nationale et la fin de l'économie de rente, a déclaré M. Merad. Selon lui, l'investissement agricole et le développement rural sont à même de booster la dynamique économique, de diversifier les services, d'accroître la productivité économique, et ainsi d'endiguer le chômage dans ces régions, à travers des activités adaptées à la nature de ces régions. «Il n'est pas exclu d'aboutir au lancement de projets de transformation industriel-

le dans le monde rurale, si ces régions atteignent des niveaux de production suffisants pour cela, à travers les productions issues, entre autres, de l'agriculture et de l'élevage dans ses filières viande et lait», a ajouté M. Merad. «Assurer une vie décente au citoyen dans le monde rural permettra aussi d'investir sur la femme au foyer à travers sa formation et son intégration en tant que femme productive», a poursuivi le chargé de mission à la Présidence de la République. Brahim Merad a fait savoir, dans le même contexte, que le président de la

République a placé sa confiance dans les walis qui ont pu, a-t-il dit, dégager des ressources pour le financement des projets dans les zones d'ombre à partir notamment de reliquats d'anciennes exercices. Ces projets, qui ont nécessité d'importants financements, ont amélioré le cadre de vie dans ces zones d'ombre ayant grandement souffert par le passé, a-t-il poursuivi. M. Merad s'est félicité, par ailleurs, de l'évolution des projets prévus pour les zones d'ombre de la wilaya de Laghouat, estimant que l'ouverture, par exemple, de voies d'accès entre ces zones et

LA QUESTION DU JOUR

L'offensive houthie sur Ma'rib

Suite de la page une

Les Américains du moins ne sont pas de cet avis, pour qui cette offensive n'est pas d'un bord particulièrement désireux de s'engager dans la voie de la paix. A l'évidence, les Houthis veulent Ma'rib pour ses richesses, et donc pour la garder, non pour en faire une monnaie d'échange. Ils ne sont peut-être pas des terroristes, mais à coup sûr ce sont des conquérants. Depuis les débuts de la guerre civile au Yémen, ils ne font qu'attaquer, et qu'engranger des terres. S'ils reculent, ce qui leur arrive aussi, c'est sous la puissance du feu ennemi, et seulement dans l'intention de revenir plus tard à la charge. Après Ma'rib, ce sera au tour de Hodeida, le débouché sur la mer, et le contrôle qu'il permet sur la navigation dans la mer Rouge. Que feront les Américains si leur appel à l'arrêt de l'offensive sur Ma'rib n'est pas écouté par les Houthis ? Ils ne les reportent pas sur la liste d'où ils viennent de les retirer, cela est certain. Mais peuvent-ils se permettre de ne rien faire, au motif de donner toutes ses chances aux négociations à venir ? Il semble que non, d'autant que si Ma'rib est prise, les Houthis ne la rendront pas. Une chose qu'ils ne feront que contraints et forcés. Le prix de sang qu'ils sont en train de payer pour sa possession est suffisamment élevé pour qu'ils ne soient pas disposés à s'en retirer autrement que pour éviter de tout perdre à la fois. A la limite la paix qui leur conviendrait, ce serait celle dans laquelle ils garderaient tout ce qu'ils ont conquis jusque-là, plus Ma'rib qu'ils ont bon espoir de prendre bientôt, plus Hodeida, qui les attend. Alors seulement, ils en seront demandeurs. Mais une paix qui soit confirmative, qui entérine ce qui existerait déjà sur le terrain, qui marquerait du sceau de la légalité internationale ce qu'ils auraient déjà acquis par leurs talents guerriers. **M. H.**

les principaux axes routiers, porte une dimension économique permettant de soutenir les activités locales liées, entre autres, à l'agriculture et l'élevage, ainsi que la commercialisation des produits en décollant. **Massi S.**

Selon un rapport de datareportal

Le nombre d'internautes a augmenté de 3,6 millions en une année

L'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux ne cesse d'augmenter en Algérie. Au 31 janvier 2021, le pays compte 26,35 millions d'utilisateurs avec une augmentation de 3,6 millions de personnes (16 %) en l'espace d'une année. C'est ce que révèle le dernier

rapport du site web datareportal, spécialisé dans les statistiques relatives à l'Internet fixe et mobile dans le monde. Ce chiffre, selon le rapport, représente le nombre d'utilisateurs effectifs d'Internet et non le nombre d'abonnés à Internet en Algérie qui était de 41,8 millions au troi-

sième trimestre 2020, selon le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (Arpce). Le taux de pénétration d'Internet était de 59,6 % en janvier 2021, sur une population estimée à 44,23 millions (source ONU). Aussi, le nombre d'utilisa-

teurs de médias sociaux (Facebook, Youtube, Instagram, Tweeter etc.) en Algérie a connu une évolution. Quelque 3 millions de nouveaux utilisateurs de médias sociaux ont été enregistrés, soit une augmentation de 13,6 % en une année, portant ainsi le nombre total d'utilisa-

teurs de ces applications à 25 millions, soit 56,5 % de la population totale. La majorité des utilisateurs des médias sociaux (24,48 millions, soit 97,9 %) utilisent le mobile (smartphone, tablettes...) pour se connecter à ces réseaux, ajoute datareportal. **Aomar F.**

Journée du Chahid

Une commémoration sous le sceau de la question mémorielle

■ La commémoration de la Journée nationale du Chahid intervient cette année dans une conjoncture particulière marquée par le débat sur la question de la Mémoire, relancé suite à la publication récente du rapport de l'historien français Benjamin Stora sur la colonisation et la guerre de Libération nationale.

Par Hocine H.

Demandé par le président français dans le cadre d'un travail sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie, le rapport Stora, portant plusieurs préconisations pour un « *rapprochement mémoriel* » entre l'Algérie et la France, a essuyé de vives critiques de la part tant d'universitaires et d'historiens des deux rives, que de représentants de la société civile.

Le P Hassan Remaoun, dans un entretien accordé à l'APS, estimait que ce rapport n'est en aucun cas « *l'élaboration d'une nouvelle version de l'histoire coloniale française en Algérie et de la guerre d'Algérie* ». « *Les excuses ou une repentance de la France ne rendraient pas justice à tout ce que notre peuple a subi* », avait-il souligné, soutenant qu'une « *reconnaissance des crimes commis pourrait contribuer à l'apaisement des relations entre les deux peuples* ».

L'historien Mohammed Ould Si Kaddour El-Korso a, de son côté, opiné que le rapport de l'historien français devrait d'abord interpellé la classe politique française pour qu'elle se « *réconcilie avec sa propre histoire* », considérant que la « *guerre des mémoires est, avant tout,*

une guerre entre mémoires françaises ».

Pour sa part, le SG par intérim de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Mohand Ouamar Benelhadj, a estimé que le rapport de Stora a « *occulté les crimes coloniaux* », soulignant que le « *contexte d'élaboration du rapport laisse supposer que Stora a trahi ses idées et qu'on lui a imposé le texte pour des raisons purement politiques* ».

Le SG de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (Onec), Tayeb El Houari, a, quant à lui, affirmé que ce rapport était un « *prolongement des dispositions de l'article 3 de la loi du Parlement français glorifiant la colonisation* ».

Le rapport de Stora a été aussi battu en brèche par des historiens et universitaires français dont le politologue et universitaire Olivier Le Cour Grandmaison, qui a souligné que si la France et le président Macron « *excluent toute reconnaissance des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis au cours des 130 ans de colonisation de l'Algérie, c'est aussi parce que le rapport rendu par le conseiller-historien Benjamin Stora tranche en ce sens* ».

Le chercheur en Histoire, Gilles Manceron, a, lui, qualifié



réaction de la France officielle qui refuse repentance et excuses envers l'Algérie, d' *inquiétude* », faisant référence au tweet de la Présidence de la République française, qu'il avait fait juste après la remise du rapport de Stora, dans lequel il est mentionné que « *des actes symboliques sont prévus, mais ni repentance, ni excuses* ».

L'ancien combattant et militant anticolonialiste, Henri Pouillot, a relevé, dans une contribution parue dans le journal français en ligne Médiapart, que le rapport de Benjamin Stora « *semble beaucoup minimiser les entumades, les répressions sommaires qui se sont poursuivies, féroces, à chaque contestations des effets de la barbarie du colonialisme* ».

Par ailleurs, la question mémorielle est placée au centre des préoccupations du président

de la République, Abdelmajid Tebboune, depuis son investiture à la tête de la magistrature suprême du pays. Ce dernier avait souligné, quelque mois après son investiture, que « *l'intérêt accordé à la mémoire nationale est un devoir national sacré ne tolérant aucun marchandage et qui restera en tête des préoccupations de l'Etat afin d'immuniser la personnalité nationale, par fidélité aux martyrs de la glorieuse Révolution de Novembre et aux moudjahidine* ».

Les engagements du Président Tebboune en matière mémorielle se sont traduits par le lancement, au cours d'une cérémonie officielle organisée à la veille du 66^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954, de la chaîne de la Mémoire, spécialisée dans l'histoire de l'Algérie, et par le fait d'avoir décrété le 8 mai

de chaque année « *Journée nationale de la Mémoire* ».

L'enseignant d'histoire à l'université Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira, D Sadaoui Mustapha, a estimé que la « *guerre des Mémoires qui persiste est franco-française* », soulignant que « *c'est entre deux mémoires françaises, une mémoire de la France révolutionnaire, chantre des principes de la liberté, égalité, fraternité, et de la France coloniale qui a piétiné ces principes et ces idéaux en Algérie et dans d'autres colonies* ».

Commentant la symbolique de la journée du Chahid qui est commémorée chaque 18 février, l'universitaire estime que pour le jeune Algérien « *il doit y avoir plusieurs journées, tous les jours entre le 1^{er} novembre 1954 et le 5 juillet 1962 sont des journées du Chahid* ».

H. H.

Wilaya 4 historique

Une banque de données pour récolter les témoignages des moudjahidine

Une banque de données inhérente aux témoignages des moudjahidine ayant activé au niveau de la Wilaya 4 historique est en cours de réalisation en vue de préserver la mémoire collective et de permettre aux chercheurs en histoire d'en tirer profit, a affirmé, mardi à Bathia (75 km au sud de Ain Defla), la vice-présidente de la Fondation de la mémoire de la Wilaya 4 historique.

« *Nous nous attelons, depuis quelque temps, à mettre en place une banque de données inhérentes aux témoignages des moudjahidine, encore en vie, ayant activé au niveau de la Wilaya 4 historique en vue de préserver la mémoire collective et de permettre aux chercheurs en histoire d'en tirer profit* », a précisé Naïma Mehdi au cours d'un hommage rendu aux moudjahidine de la région de Bathia ayant fait des témoignages se rapportant à la révolution armée.

Placée sous le slogan « *Unissons-nous pour préserver la mémoire de nos aïeux* », cette opération vise à collecter le maximum de témoignages de moudjahidine dans le but de contribuer à « *la pérennité du message de novembre* ».

Selon elle, cette banque de données

hébergée (une sorte de plateforme numérisée), dotée d'un logiciel d'exploitation ainsi qu'une base de données de chaque moudjahid ayant fait un témoignage, permettra à toute personne en quête d'informations d'y accéder, atteignant l'axe de recherche souhaité.

S'attardant sur l'hommage rendu aux moudjahidine ayant fait des témoignages se rapportant à la révolution armée, elle a souligné que cet état de fait constitue la « *moindre des choses* » susceptibles d'être faites à des personnes dont le souci consiste à contribuer à éclairer l'opinion (nationale et internationale) sur un sujet d'une importance capitale.

« *Depuis 1998, des moudjahidine ayant pris part à la révolution armée ont pris attache avec la Fondation de la mémoire de la Wilaya 4 historique, ne ménageant aucun effort pour nous éclairer sur bien des aspects, c'est pourquoi, nous avons jugé opportun de leur remettre un CD contenant l'intégralité de leurs témoignages* », a-t-elle fait savoir.

Pour elle, les témoignages faits, le plus souvent de manière spontanée de la part des acteurs (encore en vie) ayant pris part à la révolution armée, attestent

de la confiance placée en la Fondation de la Wilaya 4, observant que cet acte contribue à tisser des passerelles entre l'actuelle génération et celle de novembre 1954.

« *Les moudjahidine se sont assurément donnés à fond, car après avoir pris les armes pour s'élever tel un seul homme contre l'indou occupant, ils se sont investis, au lendemain de l'indépendance, dans l'action visant l'édification du pays, n'hésitant pas, au passage, de faire des témoignages sur ce pan de l'histoire de l'Algérie* », s'est-elle félicitée.

Et d'ajouter à l'adresse de la vingtaine de moudjahidine présents : « *Ces témoignages (sonores) représentent bien des aspects pour vous et je n'exagérerais point en affirmant que vous allez les préserver comme la prunelle de vos yeux, laissant le soin à vos enfants et petits-enfants de les perpétuer et, par ricochet, contribuer à la préservation de la mémoire collective* », a-t-elle noté.

D'autres opérations du genre touchent des régions de la Wilaya 4 à la faveur de la célébration d'événements se rapportant à la révolution armée et au combat héroïque du peuple algérien visant son

indépendance, a-t-elle fait savoir.

Observant que la collecte des témoignages des moudjahidine ayant pris part à la révolution n'est guère une opération facile, le responsable de l'antenne locale de la Fondation de la mémoire de la Wilaya 4 historique, Belghalem Boukadoum, a invité ceux qui sont encore en vie à se rapprocher de la fondation en vue de contribuer à « *la pérennité du message de novembre* ».

« *La collecte des témoignages des moudjahidine ayant pris part à la révolution armée est loin de constituer une sinécure. C'est un travail de longue haleine au regard d'un certain nombre de paramètres qu'il y a lieu de prendre en ligne de compte, mais en dépit de cela nous restons attentifs à tout ce que nos frères peuvent nous dire à ce propos* », a-t-il soutenu.

Relevant que la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19) a emporté bien de moudjahidine, elle a invité ceux qui sont encore en vie à se rapprocher de la fondation en vue de contribuer à « *la pérennité du message de novembre, à la faveur des passerelles tissées avec la jeune génération* ».

H. H.

Pétrole

Le Brent à plus de 64 dollars

■ Les cours du pétrole s'appréciaient hier, le Brent retrouvant un plus haut depuis plus d'un an, soutenus par un environnement favorable pour les prix et des perturbations de l'offre américaine du fait d'une vague de froid historique dans le pays.

Par Samia Y.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril gagnait 1,06 % à Londres par rapport à la clôture de mardi, à 64,02 dollars, peu après avoir atteint 64,06 dollars, un prix plus vu depuis le 22 janvier 2020. Le baril américain de WTI pour le mois de mars avançait dans le même temps de 0,85 % à 60,56 dollars, après avoir franchi le seuil de 60 dollars des analystes. Une vague de froid frappe en ce moment le pays – le thermomètre étant tombé mardi jusqu'à -12 degrés Celsius à Austin, la capitale du Texas – et perturbe la production d'or noir du fait de la mise à l'arrêt de certains puits, de cou-

pures de courant et de perturbation des transports. Cette situation «augmente la demande d'énergie et dans le même temps perturbe l'approvisionnement dans les principales régions productrices», a expliqué l'abalyse Stephen Innes, un cocktail parfait pour entraîner la hausse des cours. Cet événement ajoute à l'environnement haussier des cours de brut, en convalescence depuis l'annonce des premiers vaccins contre le Covid-19 début novembre et qui ont accéléré depuis le début d'année, notamment grâce au maintien du contrôle de la production par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés de l'Opep+.

«L'attention se portera bientôt sur la réunion de l'Opep+ qui aura lieu début mars. Il faudra que le groupe continue à présenter un front uni et discipliné», a conclu M. Innes. S. Y.



Journée mondiale des droits du consommateur

Campagne de sensibilisation sur la pollution due au plastique

Le ministère du Commerce a tracé, à l'occasion de la Journée mondiale des droits du consommateur (15 mars), un programme de sensibilisation sur la pollution environnementale due au plastique, indique un communiqué du ministère. Cette manifestation, organisée sous les auspices du ministre du Commerce, Kamel Rezig, en coordination avec toutes les parties concernées, aura pour thème «Lutte contre la pollution due au plastique», précise le communiqué. Dans l'objectif de conférer un cachet «particulier» à la célébration de la Journée mondiale des droits du consommateur 2021, le ministère du Commerce a arrêté un programme adapté aux règles de prévention contre le Covid-19, prévoyant des actions de sensibilisation, via les médias, sur l'impérative lutte contre la pollution environnementale due au plastique, pour protéger le citoyen contre les dangers de cette matière, ajoute la même source. Cette campagne vise à conscien-

tiser les consommateurs sur les conséquences du jet du plastique à usage unique dans la nature et sur l'impératif de privilégier d'autres produits, à l'instar des sacs en papier et du couffin traditionnel, souligne le communiqué. Le coup d'envoi de la célébration de cette Journée mondiale sera donné, en visioconférence, par le ministre du Commerce, avec la participation des services extérieurs de son département et des associations de protection du consommateur. Des programmes de sensibilisation seront également animés à travers les chaînes de radio et de télévision par les représentants du ministère du Commerce (administration centrale et services extérieurs), a indiqué la même source qui fait état de la célébration de cette journée à travers les réseaux sociaux et les sites officiels du ministère du Commerce (directions régionales, Chambres de commerce, Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage, Laboratoires de lutte contre la fraude, etc.). La sensibi-

lisation des consommateurs aux dangers du jet anarchique du plastique se fera aussi via des SMS envoyés par le ministère, en collaboration avec les trois opérateurs téléphoniques.

Dans le cadre de la mobilisation contre la pollution due au plastique, le ministère du Commerce œuvrera à l'implication des départements ministériels concernés, dont l'Education nationale, l'Enseignement supérieur, l'Environnement, l'Industrie, la Santé, la Communication et les Affaires religieuses, précise encore la même source. La Journée mondiale des droits du consommateur a été célébrée l'année dernière sous le thème «Le consommateur durable».

Rezig à l'écoute des préoccupations liées aux coûts logistiques et au fret aérien

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a reçu, à Alger, le directeur général de la compagnie aérienne privée de transport commercial «El Oufouk», Toubal

Ramel, avec lequel il a examiné le sujet des coûts logistiques et du fret aérien, indique un communiqué du ministère. Cette réunion avec M. Rezig qui était accompagné du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, a constitué une opportunité pour soulever les préoccupations des opérateurs économiques concernant la hausse des prix du fret aérien et les coûts logistiques et leur impact sur la compétitivité des produits algériens. A ce propos, M. Rezig a insisté sur l'impératif d'accompagner sur le terrain les exportateurs ayant rencontré des difficultés en matière de commercialisation de leurs marchandises, notamment en ce qui concerne les conditions de transport des légumes et fruits périssables. De son côté, M. Bekkai a affirmé qu'une coordination était en cours avec les départements ministériels concernés afin de trouver des solutions aux contraintes, et ce, pour assurer une commercialisation optimale du produit national au niveau des

Monnaies

L'euro recule face au dollar

L'euro baissait hier face au dollar et à la livre, la monnaie unique européenne pâtissant du rythme de vaccination faible dans l'Union européenne (UE), tandis que le billet vert profitait de la progression du marché obligataire américain. Dans la matinée, l'euro cédait 0,37 % face au dollar, à 1,2062 dollar pour un euro. Les investisseurs craignent que le plan massif de relance de l'économie de Joe Biden, à 1 900 milliards de dollars, n'entraîne une surchauffe de l'économie et un emballement de l'inflation. Résultat, le taux d'intérêt américain à 10 ans évolue à ses plus hauts niveaux depuis un an. «Ce mouvement a profité au dollar», commentent les analystes du marché financier. Pour certains analystes, l'argument pour que le dollar reste faible est que les taux vont remonter à un rythme modéré, notamment avec une politique monétaire très souple de la Fed (Banque centrale américaine). Les cambistes attendent donc avec impatience les prochaines interventions du patron de la Fed, Jerome Powell, pour évaluer s'il compte resserrer la vis pour empêcher un décollage de l'inflation américaine. L'euro recule également face à la livre (-0,10 % à 87,00 pence pour un euro). «La performance de l'euro souffre récemment du manque d'avancée sur la campagne de vaccination contre le Covid-19», ont rappelé des analystes. A l'inverse, le Royaume-Uni, pays le plus endeuillé d'Europe par la pandémie, a annoncé lundi avoir vacciné 15 millions de personnes. Enfin, le bitcoin a atteint un nouveau plus haut historique la matinée à 51 719,10 dollars. R. E.

Espagne

La dette publique a enflé de 10 % en 2020 sous l'effet de la pandémie

La dette publique de l'Espagne a atteint 1 311 milliards d'euros fin 2020, soit une hausse de 10,3 % sur un an, due à l'explosion des dépenses publiques provoquées par la pandémie de Covid-19, d'après les données publiées hier par la Banque d'Espagne. La dette représentait fin décembre 117,1 % du Produit intérieur brut (PIB), contre 95,5 % fin 2019. Cette hausse «provient en grande partie des aides directes et des mesures mises en place

pour répondre aux effets sanitaires, économiques et sociaux du Covid-19», a expliqué dans un communiqué le ministère de l'Economie, qui tablait sur une hausse de la dette à 118,8 % du PIB. Parmi ces mesures figurent notamment l'extension du financement public du chômage partiel, récemment prolongé jusqu'en mai, ainsi que les aides versées aux travailleurs indépendants. Ces dispositifs pèsent lourd sur les finances publiques : environ 23 milliards d'euros ont ainsi été dépensés

entre mars et septembre, en incluant les aides aux travailleurs indépendants, selon le ministère de la Sécurité sociale. L'Espagne a vu son Produit intérieur brut (PIB) s'effondrer de 11 % en 2020 sur un an, l'un des pires résultats de la zone euro pour ce pays très dépendant du tourisme, secteur frappé de plein fouet par la pandémie de Covid-19. Le pays a fini 2020 avec plus d'un demi-million de chômeurs supplémentaires, en particulier dans le tourisme et l'hôtellerie. Environ 755 000 per-

sonnes se trouvaient encore au chômage partiel fin décembre, principalement dans ces secteurs. Pour faire face au choc budgétaire provoqué par la crise sanitaire, le gouvernement de gauche de Pedro Sanchez s'appuiera fortement sur les fonds du plan de relance européen, dont l'Espagne sera l'un des principaux bénéficiaires, avec 140 milliards d'euros, dont la moitié sous forme de subventions et l'autre sous forme de prêts.

Nabila T.



États-Unis

Chez les républicains, la guerre est déclarée

■ Donald Trump a déclaré mardi la guerre ouverte au chef des républicains du Sénat, Mitch McConnell, qui l'accuse d'être «responsable» de l'assaut meurtrier du Capitole, un divorce retentissant, emblématique des divisions qui déchirent les républicains.

Par Mourad M.

Jusqu'ici très discret depuis son départ de la Maison-Blanche, le 45^e président des États-Unis s'est fendu d'un rare communiqué, cinglant, pour marquer la rupture.

«Mitch est un politicien renfrogné, maussade, qui ne sourit jamais et si les sénateurs républicains restent avec lui, ils ne gagneront plus», a écrit l'ex-président, qui se présente en meilleur atout pour que son parti regagne le contrôle du Congrès en 2022. Et n'exclut pas de se représenter en 2024.

Plus de 200 juges conservateurs nommés par le Sénat, dont trois à la Cour suprême, ou la réforme des impôts, rare succès législatif de Donald Trump : le milliardaire a pourtant travaillé main dans la main avec le sénateur du Kentucky, habile stratège, pendant quatre ans.

«Le Parti républicain ne pourra plus jamais être respecté ou fort avec des "dirigeants" poli-

tiques comme Mitch McConnell aux commandes», a insisté le magnat de l'immobilier. Et d'imputer au sénateur la perte choc de la majorité à la chambre haute, en janvier.

Pour d'autres responsables républicains, c'est au contraire lui qui a sapé la participation de ses électeurs lors de deux sénatoriales cruciales début janvier, en dénonçant pendant des mois, sans apporter de preuves, des «fraudes massives» électorales pour la présidentielle.

C'est au lendemain de ces sénatoriales, le 6 janvier, que des milliers de manifestants pro-Trump s'étaient rassemblés à Washington, lorsque le Congrès devait certifier officiellement la victoire de son rival Joe Biden.

«Vous ne reprendrez jamais notre pays en étant faibles. Vous devez montrer de la force», avait lancé à la foule chauffée à blanc le républicain, en continuant de nier sa défaite.

Certains de ses partisans s'étaient alors lancés à l'assaut du Capitole, où étaient réunis les

parlementaires. L'émeute a fait cinq morts.

Accusé par les démocrates d'«incitation à l'insurrection», Donald Trump a été jugé la semaine dernière au Sénat pour ces faits dans un procès historique.

Samedi, les sénateurs ont été une majorité – 57 sur 100 – à se prononcer pour sa condamnation. Dont, fait sans précédent, sept républicains. Mais il aurait fallu les deux tiers de la chambre haute (67 voix) pour parvenir à un verdict de culpabilité.

A la Chambre, dix républicains avaient voté avec les démocrates en faveur de sa mise en accusation. Tous subissent depuis de féroces réactions dans leur parti, et parfois jusqu'au sein de leurs familles.

Car Donald Trump reste immensément populaire dans son camp : trois quarts des électeurs républicains veulent qu'il continue à jouer «un rôle de premier plan» dans le parti, selon un sondage Quinnipiac publié lundi.

Mitch McConnell, lui, a voté pour l'acquiescement, car il a estimé que la chambre haute n'était pas compétente pour juger un ex-président. Mais dans la foulée, il a déclaré Donald Trump «responsable» de l'assaut.

Les émeutiers ont agi ainsi «car l'homme le plus puissant de la planète les avait nourris de mensonges», avait-il asséné dans l'hémicycle, en martelant



que «seul le président Trump» aurait pu arrêter la foule. Et de lâcher, indigné : «A la place, il a regardé la télévision, heureux... heureux pendant le chaos».

Puis il avait pris soin de souligner que, redevenu «simple citoyen», l'homme d'affaires pouvait être poursuivi en justice : «Il n'a encore échappé à rien».

Et pas question de lui laisser la main dans les prochaines élections, a souligné Mitch McConnell, en assurant que c'est lui qui pèserait sur le choix des candidats républicains.

«Certains seront peut-être des gens que l'ex-président aime. D'autres peut-être pas. La seule chose qui m'importe, c'est qu'ils puissent gagner», a-t-il déclaré à Politico.

Faire table rase de l'ère Trump ou jurer fidélité au milliardaire

pour gagner ? Depuis le 6 janvier, les couteaux sont tirés au Parti républicain.

Pendant que le vétéran du Sénat marque la rupture, d'autres courtisent publiquement le milliardaire, jusque dans sa luxueuse résidence en Floride.

Le chef de la minorité républicaine à la Chambre, Kevin McCarthy, s'est ainsi laissé photographier tout sourire dans les salons dorés de Mar-a-Lago fin janvier.

Et le sénateur Lindsey Graham, fidèle entre les fidèles, proclamait fièrement dimanche qu'il lui rendrait visite cette semaine : l'ex-président reste la «force la plus puissante du Parti républicain», a-t-il déclaré sur Fox. Le «mouvement Trump est en pleine forme».

M. M.



Commentaire

Inspection

Par Fouzia Mahmoudi

Cela fait bientôt un mois que Joe Biden a été investi à la tête des États-Unis et malgré ses annonces concernant l'Iran et sa volonté de renouer avec l'Accord sur le nucléaire, aucun acte concret n'a encore été entamé. En attendant, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a proposé de se rendre en Iran pour tenter de «trouver une solution», alors que Téhéran compte prochainement limiter l'accès des inspecteurs à certaines installations. Dans un rapport remis ce mardi aux États membres, Rafael Grossi a confirmé avoir été informé par l'Iran du fait qu'à compter du 23 février «le pays cesserait de mettre en œuvre des mesures volontaires de transparence», selon une déclaration de l'agence transmise à l'AFP. Le chef de l'agence onusienne confirme ainsi un bref message posté lundi sur Twitter par Kazem Gharibabadi, représentant de l'Iran au siège de l'AIEA à Vienne. Tenu par les conservateurs, le Parlement iranien a adopté en décembre une loi imposant en substance au gouvernement modéré-réformateur d'arrêter en février «la mise en œuvre du protocole additionnel» au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) si les sanctions imposées par Washington contre Téhéran depuis 2018 n'étaient pas supprimées d'ici là. Cela signifierait, entre autres, que Téhéran cesserait d'autoriser aux inspecteurs de l'AIEA un accès limité à des installations non nucléaires, notamment militaires, sous certaines conditions, en cas de soupçons d'activités nucléaires illégales. Face à cette situation, le responsable de l'AIEA «propose de voyager en Iran afin de trouver une solution mutuellement acceptable et de permettre à l'AIEA de poursuivre son travail essentiel de vérification». Il ajoute «poursuivre les consultations avec Téhéran», sans plus de détails sur cette éventuelle visite. Depuis sa prise de fonctions fin 2019, Rafael Grossi s'est rendu une seule fois en Iran, en août 2020, et ce déplacement avait été fructueux : les inspecteurs avaient pu avoir accès dans la foulée à deux sites, où des activités nucléaires non déclarées auraient pu avoir lieu au début des années 2000. Depuis le retrait des États-Unis de l'accord de 2015 et le rétablissement de sanctions, l'Iran s'est affranchi progressivement de nombre de limites qu'il avait acceptées en échange justement d'un allègement des rétorsions internationales à son encontre. Le nouveau président américain Joe Biden s'est dit prêt à sauver ce Plan d'action global commun (PAGC), censé empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique, mais seulement une fois que Téhéran aura renoué avec les restrictions prévues par le texte. Or la République islamique exige de son côté que Washington lève au préalable toutes ces mesures punitives. Reste à voir si Biden maintiendra la stratégie du bras de fer permanent initié par Donald Trump ou si, en vue d'un rétablissement de la diplomatie avec l'Iran, il se fera plus souple et acceptera de montrer patte blanche comme le lui demande le régime iranien.

F. M.

Birmanie

Grainte d'une escalade des violences

La mobilisation anti-junte se poursuit en Birmanie avec des foules importantes dans les rues malgré la crainte d'une escalade des violences, le rapporteur de l'ONU ayant été informé de déploiements de troupes dans Rangoun.

Des dizaines de milliers de contestataires se sont rassemblés près de la célèbre pagode Sule, dans le centre-ville de la capitale économique, répondant à l'appel à manifester en masse pour exhorter la junte à rendre le pouvoir et demander la libération d'Aung San Suu Kyi.

A pied ou sur des deux-roues, ils ont afflué de plusieurs quartiers de la ville, arborant des pancartes : «Combat pour la démocratie», «Rejetez le coup d'État», «Respectez la loi !».

«Aujourd'hui, nous devons nous battre jusqu'au bout, montrer notre unité et notre force pour mettre fin au régime militaire. Les gens doivent sortir dans la rue», a déclaré à l'AFP un étudiant de 21 ans.

Pour tenter d'empêcher les forces de sécurité de se déployer, des contestataires ont bloqué plusieurs axes avec des voitures et des poids lourds, prévoyant qu'ils étaient tombés en panne. Pour le moment, aucune

présence significative de militaires et de véhicules blindés n'était visible.

Mais le rapporteur des Nations unies, Tom Andrews, craint un regain de violences après avoir été informé de l'envoi de soldats «depuis des régions périphériques vers Rangoun».

«Dans le passé, de tels mouvements de troupes ont précédé des meurtres, des disparitions et des détentions à grande échelle», a mis en garde M. Andrews, se disant «terrifié».

A Naypyidaw, la capitale administrative où est assignée à résidence Aung San Suu Kyi, des fonctionnaires, agriculteurs et des jeunes défilent en nombre aux cris de : «Aidez-nous à sauver la Birmanie».

Interdiction des rassemblements, coupures internet, interpellations nocturnes, renforcement de l'arsenal législatif : les militaires n'ont cessé de durcir le ton depuis leur coup d'État du 1^{er} février qui a mis fin à une fragile transition démocratique de 10 ans. La peur des représailles est dans tous les esprits dans le pays où les derniers soulèvements populaires de 1988 et de 2007 ont été réprimés dans le sang par les militaires.

Plusieurs manifestations ont déjà donné lieu à de fortes ten-

sions ces derniers jours. Les forces de l'ordre ont tiré à plusieurs reprises des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc ou avec des lances-pierres, faisant plusieurs blessés.

Une jeune femme de 20 ans qui a reçu la semaine dernière un tir dans la tête – probablement à balles réelles – est en état de mort cérébrale.

Et un policier est décédé mardi des suites de blessures occasionnées lors d'un rassemblement à Mandalay (centre), a affirmé la junte qui qualifie les rassemblements de «violents» et brandit de manière répétée la menace de «sanctions».

Malgré cela, les appels à la désobéissance civile se poursuivent avec des médecins, enseignants, contrôleurs aériens, cheminots en grève contre le putsch. Ces grévistes sont particulièrement ciblés lors des arrestations.

Plus de 450 personnes – responsables politiques, fonctionnaires, militants, étudiants – ont été arrêtées depuis le 1^{er} février, d'après une ONG d'assistance aux prisonniers politiques. 417 sont toujours en détention. Des rapports non confirmés font état d'interpellations supplémentaires.

«Intersect 21» de Chicago

Trois artistes algériens prennent part à la foire d'art

■ Trois artistes algériens représentent le pays à la version virtuelle de la Foire d'art Intersect 21, inaugurée à Chicago (Etats-Unis) ce mardi. Il s'agit de Thilleli Rahmoune, Ali Boukhalfa et Mustapha Nedjai. Ces artistes ainsi que trois autres représentants des pays arabes, dont la Saoudienne Lulwah Al Homoud, le Soudanais Rashid Diab et l'Égyptien Mohamed Ibrahim El Masry, seront représentés par la galerie d'art algérienne «Diwaniya Art Gallery».

Par Abla Selles

Les œuvres de ces artistes prennent part à cet événement aux côtés de vingt autres galeries d'art américaines, nord-africaines et des pays du Moyen-Orient.

La galerie d'art algérienne «Diwaniya Art Gallery» représente l'artiste Thilleli Rahmoune, diplômée des Ecoles des beaux-arts d'Alger et de Paris et qui a pris part à des événements collectifs en France et en Espagne depuis 2006, Ali Boukhalfa, artiste peintre, sculpteur et enseignant à l'École des beaux-arts d'Alger, et Mustapha Nedjai, auteur de trois grandes exposi-

tions individuelles «Coups de barres» (2009), «X torsion» (2011) et «Imposture» (2015).

«Diwaniya Art Gallery» représente également l'artiste saoudienne Lulwah Al Homoud qui a enchaîné les expositions aux Emirats arabes unis entre 2013 et 2018, le plasticien et universitaire soudanais Rashid Diab ainsi que l'artiste visuel et photographe égyptien Mohamed Ibrahim El Masry qui a connu un grand succès dans des pays d'Europe de l'Est et en Egypte.

Fondée en septembre 2021 par le plasticien algérien Hamza Bounoua, «Diwaniya Art Gallery» ambitionne de «représenter l'art algérien et des artistes étrangers dans différents événements d'en-



vergure» et d'offrir à ces derniers une vitrine professionnelle sur la scène artistique internationale.

«Intersect 21» est un rendez-vous incontournable du design, de l'art contemporain et de la

photographie d'art. L'édition 2021 de cet événement se poursuit jusqu'au 22 février en version virtuelle par mesure de prévention contre la propagation du coronavirus.

A. S.

Industrie cinématographique

Les perspectives de relance examinées

Le Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Culture chargé de l'Industrie cinématographique et de la production culturelle, Bachir Youcef Sehairi, a examiné, mardi à Alger, avec la présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), Saïda Naghza, les perspectives de coopération pour la relance du secteur de l'industrie cinématographique à travers un partenariat

fructueux dans différentes activités dans ce domaine, indique un communiqué du Secrétariat d'Etat. Cette rencontre, à laquelle a pris part le réalisateur Ahmed Rachedi, a constitué une opportunité pour évoquer les moyens d'encourager «l'investissement» dans la création de salles de cinéma et de studios de production et de postproduction, précise la même source. Le réalisateur Ahmed Rachedi a présenté un

aperçu sur l'état du secteur du cinéma en Algérie et proposé d'établir un modèle spécifique à notre pays selon ses particularités économique, culturelle et sociale, en tirant profit des expériences internationales réussies en la matière. Pour sa part, M^{me} Saïda Naghza a exprimé «la disponibilité» de la Cgea à soutenir les efforts de l'Etat visant à faire de ce secteur une ressource économique de richesse et d'emploi, vu

qu'il constitue «un axe principal dans le programme d'action du gouvernement et celui du président de la République».

Les deux parties ont convenu de la signature d'une convention de coopération en tant que cadre légal pour concrétiser les objectifs tracés et faire de l'Algérie un pôle régional et international dans le domaine de l'industrie cinématographique, ajoute la même source.

L. B.

DISPARITION

Le chanteur Tonton David est mort à l'âge de 53 ans

Les hommages ont fleuri sur les réseaux sociaux : «Repose en paix Tonton David, le «Blues des racailles», toute ma jeunesse», a ainsi posté l'acteur Omar Sy. Tonton David, figure du reggae en France, célèbre pour son tube «Chacun sa route» dans les années 1990, est décédé à l'âge de 53 ans, ont indiqué ce mardi un de ses enfants et son ancien manager. Le chanteur, dont l'origine du décès n'a pas été précisée, s'était également fait connaître pour «Peuples du monde» (et sa fameuse intro «Issus d'un peuple qui a beaucoup souffert/Nous sommes issus d'un peuple qui ne veut plus souffrir») avec un clip réalisé par Mathieu Kassovitz.

Mais le hit de David Grammont, né à Paris et grandi à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), restera «Chacun sa route», titre qui s'était hissé à la troisième place des meilleures ventes en France. Le morceau avait été en outre choisi pour la bande originale du film «Un indien dans la ville», film aux huit millions de spectateurs.

Pierpoljak, autre voix du reggae en France, s'est filmé sur Instagram en train de dire face caméra : «Ouah, je suis dévasté, je viens d'apprendre que mon ami Tonton David est mort». Princess Erika a, elle, twitté leur duo «Est-ce qu'il y a quelqu'un?»

R. C.

Après «L'Amant» de Marguerite Duras, «L'Anomalie» : le roman d'Hervé Le Tellier est le deuxième Goncourt le plus vendu

Le succès de «L'Anomalie» ne s'essouffle pas. Comme le rapporte RTL ce lundi, 631 500 exemplaires du roman d'Hervé Le Tellier ont été vendus depuis sa sortie. Il dépasse ainsi les chiffres de ventes des «Bienveillantes» de Jonathan Littell, prix Goncourt 2006 vendus à 618 000 exemplaires. Il devient le deuxième Goncourt le plus vendu après «L'Amant» de Marguerite Duras. L'écrivaine garde néanmoins une large avance avec près de 1,6 millions de ventes depuis 1984, rapporte BFMTV.

Des ventes «fortes» et «soutenues»

«Ce n'était pas évident de pouvoir dépasser «Les Bienveillantes», qui avait été en son temps, un énorme succès, a expliqué J-Charles Grunstein, le directeur commercial de Gallimard, à RTL. Les ventes sont beaucoup plus fortes et beaucoup plus soutenues qu'elles ne l'avaient été pour «Les Bienveillantes» qui s'est

vendu sur un temps sensiblement plus long».

Et la belle histoire ne devrait pas s'arrêter là pour «L'Anomalie». Selon le directeur commercial de Gallimard, le roman d'Hervé Le Tellier devrait se vendre entre 750 000 et 800 000 exemplaires.

Prix Goncourt 2020 : cinq bonnes raisons de lire «L'Anomalie» d'Hervé Le Tellier

Déjà best-seller de la rentrée littéraire, «L'Anomalie» d'Hervé Le Tellier était considéré comme le grand favori, et pas seulement parce qu'édité dans une grande maison d'édition, Gallimard. Aube LaVilaine, lectrice contributrice du groupe de lecture 20 Minutes Livres en recommandait déjà vivement la lecture. Pour au moins cinq raisons :

Parce que son style est unique

Non seulement l'histoire – un nuage qui détourne un avion de

son parcours – est incroyable, mais le style du roman, ou plutôt la succession de styles, est unique. C'est un roman facile à lire, amusant, mais en plus ce livre permet de passer du polar à l'intime en bifurquant par le politique, le social, l'anticipation, la science et la philosophie... le tout d'une page à l'autre, sans crier gare, et avec un brio certain.

Parce que c'est un roman qui fait du bien

«Ce roman n'est pas très académique avec ses références geeks/nerds et ses spéculations sur l'avenir qui le rendent parfois inquiétant, mais c'est un roman jouissif, le livre dont on a besoin maintenant», insiste Aube LaVilaine qui s'est délectée de sa lecture, comme elle l'aurait fait avec «un paquet de friandises où chaque chapitre a un goût inattendu. Ce roman, je ne suis pas la seule à l'avoir aimé», souligne-t-elle en citant quelques posts Instagram, dont celui d'Antoine De Caunes...

Parce qu'il est peuplé de personnages singuliers

«L'Anomalie» raconte l'histoire d'un monde qui bascule. Un monde qui nous fait rencontrer, pêle-mêle, «un écrivain en mal d'amour et de reconnaissance, un pilote d'avion, un tueur à gage méticuleux, une monteuse de cinéma, une grenouille et une fillette, un chanteur nigérian, un probabiliste et une topologue, des agents secrets», cite notre contributrice...

Parce que le voyage est dépayçant

«Impossible de trouver un autre vol Paris-New York à ce prix-là, dans ces conditions», note Aube LaVilaine. Des conditions périlleuses, qu'on soit sur la terre comme au ciel, dans un hangar, sur un écran de surveillance, sur le sol américain et de l'autre côté de l'Atlantique, en Chine, au Niger... «mais ce n'est peut-être pas l'endroit qui importe», s'amuse Aube. **Racim C.**

Devenir un opérateur EPC de premier plan

■ La Société nationale de génie-civil et bâtiment a pour ambition de devenir un acteur majeur dans le domaine de l'engineering et du procurement. Filiale du Groupe Sonatrach, GCB a mis en œuvre une stratégie de développement pour lui permettre de devenir incontournable dans le secteur des hydrocarbures.

■ Nous avons le plaisir de vous livrer un nouveau dossier, comprenant un reportage et un entretien, de la série «Février de l'Energie». Première initiative du genre dans l'histoire de la presse nationale, votre quotidien «Le Jour d'Algérie» a placé le mois de février sous la bannière de l'Energie. Dans une série d'articles consacrés au thème des hydrocarbures et autres formes d'énergie, il vous est proposé un bouquet de reportages et d'entretiens, confectionnés par une équipe de journalistes spécialement dépêchée sur les lieux, tant dans le sud que dans le nord du pays. Le lecteur est convié tout au long de ce mois, à intervalles réguliers de parution, à apprécier un travail de fond, fait d'analyses et diagnostics élaborés par des experts rencontrés au sein des entreprises du secteur et dans les espaces de production.

Par Mehdi Mourad

GCB célèbre cette année son quarantième anniversaire. La Société nationale de génie-civil et bâtiment fait partie des opérateurs publics qui ont marqué le secteur des hydrocarbures. Spécialisée initialement dans le génie-civil, elle s'est très rapidement engagée dans des domaines aussi divers que la réalisation de routes, de pistes d'atterrissage, de travaux de canalisation et d'ouvrages hydrauliques et de transferts. Une entreprise dont les ouvrages sont visibles dans les zones pétrolières et gazières les plus reculées du grand sud algérien. GCB c'est aussi des infrastructures que nous croisons au quotidien, comme ces milliers de kilomètres de rails de chemin de fer, ces gares ainsi que l'ensemble des stations-services Naftal qui bordent les 1720 kilomètres de l'autoroute est-ouest.

Profiter de la crise

GCB est certes un grand bâtisseur, cependant la société a les capacités de devenir un opérateur majeur d'Engineering, procurement and construction (EPC, Ingénierie Approvisionnement et Construction) et pouvoir ainsi réaliser des projets clé en main dans le secteur pétrolier. La logique aurait voulu que cette mutation se soit déroulée durant la période où les prix du brut étaient au plus haut. A cette époque, la filiale de la Sonatrach a subi un contexte marqué par un recours quasi systématique aux opérateurs étrangers. Une situation qui l'a cantonné dans son statut de constructeur et qui a freiné le développement des activités d'engineering et de procurement. La chute des prix du pétrole et la crise économique sont finalement deux facteurs favorables à l'évolution de GCB puisqu'ils lui ont permis d'augmenter son plan de charge et de mettre en œuvre une nouvelle stratégie

de développement. Longtemps réservés aux sociétés étrangères, des créneaux aussi divers que le traitement de l'oil&gas, de l'eau, le dessalement et les énergies renouvelables peuvent être traités par cette entreprise algérienne. Pour cela, GCB besoin d'augmenter ses effectifs d'ingénieurs et de mettre à niveau ses qualifications en prenant de nouveaux projets.

Engager, former et faire confiance

En matière d'engineering, la Société Nationale de Génie Civil et Bâtiment a mis en place une véritable taskforce au sein de sa direction d'engineering (ENG) dont le siège est à Boudouaou. GCB a réussi à rassembler des ingénieurs algériens qui ont travaillé dans les rangs des plus grandes entreprises étrangères d'EPC. En plus d'être diplômés des universités algériennes, la plupart ont pour point commun d'avoir fait passage par Brown & Root-Condor (BRC). Ces ingénieurs ont réalisé et géré des projets au Moyen-orient, en Afrique, en Asie et en Amérique



Saadedine Abderahmane, chef du département fabrication charpente métallique et pipeline

du Nord. Ils mettent leur capital expérience à la disposition de GCB afin de faire de cette entreprise un opérateur EPC de premier plan. Cette multidisciplinaire dispose de tous les moyens pour travailler, notamment en matière de disponibilité de logi-



Achouri Yazid, directeur de l'unité de construction métallique GCB d'El Harrach

ciel nécessaire à l'élaboration des projets. Ce processus de récupération de l'expertise algérienne est capital dans le contexte actuel. GCB a également recruté et forme de jeunes ingénieurs qui sont accompagnés par les membres de la taskforce.

Agée de 26 ans, Fatma-Zohra Kerdjoudj, ingénieure en pipelines, est l'exemple même de cette jeune élite. Opératrice sur Caesar II, un logiciel dédié à l'analyse des contraintes de flexi-



Fatma-Zohra Kerdjoudj, ingénieure en pipelines

bilité des tuyauterie et des pipelines, elle a participé Travailler sur le TGT12 16 pouces du groupe-ment Enie-Sonatrach d'une longueur. Et les projet Touat et HassiRmel pour la conception de bacs d'hydrocarbures. Fatma-Zohra Kerdjoudj forme également des ingénieurs à l'utilisation de ce logiciel. Il faut dire que GCB a mis en œuvre un programme d'acquisition de logiciels de dernière génération. Un investissement coûteux mais essentiel pour le développement du département engineering. Ses équipes se disent prêtes à relever un véritable challenge : «fabriquer des pièces métalliques spécifiques qui sont généralement importées et participer activement à minimiser l'érosion des réserves de change limitant l'importation».

Développer et fabriquer

Un opérateur EPC doit également se donner les moyens de produire les pièces développées par ses ingénieurs. C'est là le rôle d'une unité de GCB qui sera, à l'avenir, dédié au procurement.

Située dans la zone industrielle d'El Harrach, elle est spécialisée dans la charpente métallique. Cette activité essentielle dans le secteur de la construction est en phase d'être renforcée par nouveau département.

Le site est une véritable ruche : des ouvriers s'affairent à réaliser les locaux du service de Méthodes, cette structure qui sera chargée de recevoir les plans des pièces élaborés par le service engineering de Boudouaou puis de faire en sorte de les modéliser et de donner les ordres de fabrication aux ateliers situés au sein même de cette unité. Les ingénieurs du service Méthodes ont un rôle essentiel car ils l'interface entre l'engineering et la production. La nouvelle équipe devrait prendre ses fonctions au début du mois de mai", explique Achouri Yazid, directeur de l'unité de construction métallique GCB d'El Harrach. La première étape consistera à produire des pièces utilisées par la Sonatrach et ses filiales. Des brides, des coudes, des filtres, des supports de pipe mais aussi des mâts de paratonnerre et des gare de racleurs. Cette dernière, plus complexe à produire, fait l'objet d'une attention particulière. «La gare de racleurs est un équipement installé à l'extrémité d'un pipeline qui permet d'introduire et de réceptionner des racleurs dont le rôle consiste à nettoyer ces oléoducs», indique pour sa part Saadedine Abderahmane, chef du département fabrication charpente métallique et pipeline en montrant un prototype en cours d'élaboration dans les ateliers de l'unité. Doté d'équipements de traitement et de transformation de charpente métallique et de plaques d'aciers, les ateliers sont également chargés de produire des bacs de stockage d'hydrocarbures pour le compte de la Sonatrach et de Naftal. La demande est telle que l'unité a lancé une campagne de recrutement de soudeurs qualifiés pour la réalisation de ce plan de charge. Achouri Yazid assure que ceci n'est qu'un début et que GCB dispose du potentiel humain et matériel de produire les équipements pour de futurs projets en EPC.

M. M.



Abdelghani Bendjebba (président-directeur général de GCB) au Jour d'Algérie :

«Nous investissons dans l'Engineering pour être leader dans notre métier»

■ Une filiale du Groupe Sonatrach, spécialisée dans le génie civil et la construction comme métier de base, en dépit de la double crise résultante de la chute des prix du baril de pétrole et la pandémie, arrive à sortir du lot et enregistre des performances positives. La Société Nationale de Génie civil et bâtiment (GCB) a su s'adapter et surfer sur les conjonctures en maintenant le cap de la croissance. Son PDG, Abdelghani Bendjebba nous explique la prouesse :

Entretien réalisé par
Mourad Hadjersi

Le Jour d'Algérie :
L'Entreprise nationale GCB se limite-t-elle au génie civil et au bâtiment ou exerce-t-elle dans d'autres créneaux ?

Abdelghani Bendjebba : GCB est une entreprise dont les capitaux sont détenus à cent pour cent par le groupe Sonatrach. Créée en 1983, elle active dans les secteurs des travaux publics et le génie industriel et emploie 16000 travailleurs. L'entreprise a connu des moments difficiles dus à la concurrence et au manque de plans de charge. Son développement se confond et se conforme avec la stratégie du Groupe Sonatrach. Par ailleurs, elle a réussi à se développer dans d'autres secteurs d'activité qui étaient, à une époque, étaient réalisés par des entreprises étrangères, comme l'engineering, la construction des bases de vie, les projets en EPC (Engineering Procurement Construction), ces derniers étaient pratiquement d'ailleurs l'exclusivité des sociétés étrangères. Aujourd'hui, au niveau des bases de vie, depuis cinq à six ans, la totalité de ce type de projets est réalisée par GCB, avec des délais et des coûts concurrentiels par rapport à ce qui se faisait auparavant. Sonatrach nous a permis d'accéder à ce segment de construction des bases de vie, en EPC, et aujourd'hui, nous avons un actif respectable, la dernière base a été inaugurée au niveau de Hassi Illatou dans la wilaya d'Adrar pour 400 personnes, dans les délais et avec des coûts normatifs.

Ce choix de versification est du à la diminution des plans de charge dans votre métier de base ou cela obéit à une stratégie intrinsèque à l'entreprise dans son expansion ?

Bâtir une stratégie est en équation avec la politique du gouvernement, notre stratégie décline sur la politique de l'Etat. Si l'Etat, comme aujourd'hui, affiche clairement une politique qui exige le développement de l'engineering en Algérie, d'ailleurs on ne veut plus engager des études d'engineering à l'étranger et en devises, sans avoir une autorisation. Donc, nous devons préserver nos devises et l'Etat a diminué nos importations de dix milliards de dollars. A partir de là, nous allons bâtir, nous autant qu'opérateur économique nos stratégies qui s'inscrivent pleinement dans cette démarche globale. Nous achetons des logiciels, recrutons des compétences, nous construisons des infrastructures, globalement, nous mettons l'environnement pour développer nos activités et l'Etat est là pour protéger nos investissements. Le

Groupe Sonatrach s'est inscrit totalement dans cette politique du " contenu local " qui consiste à produire et fabriquer le matériel incorporable dans la construction des ouvrages appelé communément " Procurement ". En somme, notre stratégie se résume dans le développement des activités qui s'inscrivent dans la politique économique générale du pays pour diminuer la facture en devises ainsi que le développement de notre industrie et projeter le plein emploi.

Tout le monde parle de crise, comment la GCB a pu enregistrer des résultats positifs notamment pour l'année qui vient de s'écouler ?

GCB s'est inscrite dans la politique globale du pays en adoptant la stratégie pour développer tous les segments de la construction qui est d'ailleurs un vaste domaine, il y a la construction des routes, les terrassements, le bâtiment, il y a aussi l'hydraulique, les infrastructures pétrolières, les études... et c'est ainsi que nous sommes passés de 6000 travailleurs en 2010 à 16000 en 2020, et notre chiffre d'affaires a été multiplié par cinq et j'espère que nous allons continuer dans cet élan. Notre performance est le résultat de cette stratégie de développement de l'entreprise qui nous a permis d'atteindre nos objectifs. Nous avons réalisé des résultats positifs, mieux encore, l'année 2020 a été la meilleure année depuis la création de l'entreprise. Cela est dû à la diversification de nos activités, mais aussi du fait que nous n'avons pas un mono-client, nous ne contentons pas de travailler uniquement avec la société mère qui est Sonatrach mais nous avons plusieurs clients, nous travaillons dans des travaux publics, le secteur des transports, nous réalisons des voies ferrées, des tronçons d'autoroutes, nous participons aux appels d'offres publics, de la Sonatrach ou des partenaires étrangers.

Pensez-vous, dans vos plans futurs, à une éventuelle évolution capable de vous permettre des marchés à l'international ?

Dans ce registre, du moins pour notre secteur d'activités, il ne faut pas se leurrer, on ne peut pas aller à l'international sauf si, et seulement si, on développe de l'engineering. Soyons réalistes, GCB compte actuellement 16000 travailleurs, dont un millier de coffres-ferrailleurs, un autre millier, peut être, de maçons, et un autre millier de conducteurs d'engins, ce n'est pas avec ces qualifications que nous allons à l'assaut des marchés extérieurs. Les compagnies étrangères qui viennent chez nous pour construire des



Abdelghani Bendjebba président-directeur général de GCB

infrastructures pétrolières, viennent avec des compétences, du management de projets, avec des logiciels et leur savoir faire, elles ne viennent pas avec des bulldozers, des maçons et des coffres. Dans notre stratégie de transformation, l'option est clairement affichée et a été adoptée par le Conseil d'Administration et AG ordinaire de la Sonatrach, c'est le développement de l'Engineering et du Procurement, car une grande partie de ce Procurement, nous pouvons le réaliser en Algérie. Nous avons déjà commencé à le faire au niveau de notre structure d'El Harrach qui est spécialisée dans la construction métallique, la charpente, les réservoirs et autres produits du genre. A ce niveau, GCB va fabriquer des prototypes et elle va accompagner, autant que chef de fil, ce processus avec les entreprises qui seront intéressées de se lancer dans ce type de fabrication. Ces dernières sont de petites et moyennes entreprises qui ne nécessitent pas de gros moyens financiers ni de grandes technologies et encore moins un foncier industriel important. Ces entreprises sont à la portée de nos jeunes ingénieurs qui veulent s'investir dans ce type de partenariat.

L'Entreprise a-t-elle sa propre politique de recrutement ?

Nous recrutons à l'échelle nationale, vous allez trouver dans le fichier recrutement de GCB les 48 wilayas, c'est un recrutement sélectif qui permet de hisser notre société au niveau d'une entreprise EPC et dans ce chapitre, l'Université reste notre plus grand pourvoyeur, nous avons pu reconstruire les ponts entre l'entreprise et l'Université notamment celle de Bab Ezzouar et Polytechnique, d'ailleurs pour

vous illustrer cette passerelle, un groupe de chercheurs de Bab Ezzouar ont saisi le PDG du groupe pour le aider rénover et mettre à niveau leur laboratoire de recherches, qui était dans un état lamentable, nous nous sommes déplacés et nous allons le prendre en charge, à 100% à notre charge pour rendre ce laboratoire à niveau standard international. C'est à travers ce genre d'actions que nous pourrions rebâtir les passerelles entre l'entreprise et l'Université.

Vous évoquez le développement de l'engineering. Quel sont les axes de cette démarche ?

Nous sommes en train de développer deux axes, outre l'engineering " Oil and Gaz ", nous développons aussi l'engineering des énergies renouvelables et particulièrement l'énergie solaire. Nous avons déjà un certain nombre d'ingénieurs qui travaillent sur des groupes électrogènes en énergie solaire, nous développons aussi à travers le laboratoire de recherches de Bab Ezzouar le traitement des eaux, un domaine que nous connaissons puisque GCB a déjà réalisé des stations d'épuration, mais c'était toujours avec des partenaires étrangers, parce que c'est lui qui amène le process.

Mais tout cela demande des moyens et un environnement adéquat ?

Absolument, cela demande des logiciels, des moyens de calcul et aussi des espaces. Donc, nous avons déposé un dossier au niveau de la Direction de l'Industrie pour acquérir un terrain afin de construire une tour qui va nous permettre de prendre au moins mille ingénieurs. D'ailleurs sans attendre

l'acquisition de ce terrain, nous avons déjà loué un espace de 3000 mètres carrés que nous allons occuper le mois prochain (mars) où nous allons développer ces segments d'engineering, le traitement des eaux, l'énergie solaire et le " Oil and Gaz ", car il y a un manque terrible dans ce domaine. Le bâtiment et les travaux publics, nous les ferons toujours, mais le marché est bien étoffé, que ce soit dans le public ou le privé, mais dans le " Oil and Gaz ", par exemple, les créneaux existent mais sont pris par les étrangers. La réduction de la facture en devises est à ce niveau. D'ailleurs les orientations du PDG de la Sonatrach sont claires ; Monter une station de pompage ou de compression devra être dans nos cordes et un jour on arrivera, dans quatre à cinq ans, à monter des ouvrages plus complexes comme les centres de traitement de gaz et des raffineries.

Outre l'Engineering, la réduction des coûts serait-elle alors votre atout le plus convainquant ?

Sur le plan des prix nous sommes performants. Nous voulons acheter, parfois, des références, c'est pour cette raison que nous tirons nos prix vers le bas, en plus c'est la politique du Groupe Sonatrach depuis le début de la pandémie du

covid et la chute des prix du baril de pétrole. La réduction des coûts est la seule chose que nous pourrions faire étant donné que nous ne pourrions pas maîtriser le marché pétrolier. D'ailleurs, c'est la bataille du top-management de la Sonatrach actuellement, et autant que filiale du groupe, c'est à nous de donner un signal fort à l'extérieur en termes de réductions des coûts pour que les autres nous suivent. **M. H.**



Référéndum de l'UAPS

Bounedjah, deuxième meilleur footballeur évoluant dans les championnats arabes

L'ATTAQUANT international algérien d'Al Sadd du Qatar, Baghdad Bounedjah, a pris la deuxième place du classement du meilleur footballeur arabe évoluant dans les championnats arabes de l'année 2020, selon les résultats du référendum annuel organisé par l'Union arabe de la presse sportive (UAPS), dévoilés mardi. La première place est revenue au Tunisien d'Al Ahly d'Égypte, Ali Maaloul, alors que le Syrien Omar Al Souma (Al Ahly Djeddah) a terminé à la 3^e place du podium. Un autre Algérien, Ryad Mahrez (Manchester City) s'est distingué lors de ce référen-

dum annuel, en s'adjugeant également la deuxième place du classement du meilleur joueur arabe exerçant dans les championnats étrangers, devancé par l'Égyptien Mohamed Salah (Liverpool). Le Marocain Achraf Hakimi (Inter Milan) complète le podium. De son côté, le milieu de terrain algérien de l'AS Milan, Ismail Bennacer, auteur d'une bonne entame de saison, s'est classé à la 5^e position. D'autre part, le club d'Al Ahly d'Égypte a remporté le titre de meilleur club arabe de l'année, lors de ce référendum auquel ont pris part 177 journalistes représentant 18 pays arabes dont l'Algérie.

JS Saoura

Djalit assure l'intérêt

L'ENTRAÎNEUR-ADJOINT Mustapha Djalit assurera l'intérêt à la tête de la barre technique de la JS Saoura, en attendant le recrutement d'un nouvel entraîneur en remplacement de Meziane Ighil, indique, mardi, le club de Ligue 1 de football. La prise en charge de la barre technique du club par Djalit, en compagnie de l'entraîneur des juniors Gourari Abdelkader, du préparateur physique Larbi Morsli et de l'entraîneur des gardiens Salah Laouti, vient en prévision du prochain déplacement de l'équipe à Chlef pour y affronter l'ASO samedi, au titre de la 14^e journée de championnat, précise la JSS sur sa page

officielle Facebook. La désignation provisoire de Djalit intervient au lendemain de la séparation à l'amiable entre la direction du club et l'entraîneur Meziane Ighil, lundi. Arrivé à la JSS en janvier 2020, Ighil quitte à la surprise générale le club malgré une bonne entame de saison. Les trois dernières contre-performances de rang en déplacement pourraient être à l'origine de cette séparation à l'amiable. Au terme de la 13^e journée de Ligue 1, la JS Saoura pointe à la troisième place du classement avec 23 points et un match en retard à domicile face au leader l'ES Sétif (27 pts).

Fédération algérienne d'athlétisme

Ce qui est reproché à l'AG électorale invalidée

LA COMMISSION nationale de suivi et de renouvellement des instances des structures sportives a relevé des «anomalies et irrégularités» ayant émaillé les travaux de l'Assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), tenue le 8 février, et décidé donc de l'invalidation, a-t-elle indiqué mardi. La commission a examiné dimanche les recours introduits par trois membres statutaires de l'Assemblée générale de la FAA, en l'occurrence Louail Yacine, Benmissi Kamel et Sakhri Sid Ali, au sujet des «anomalies» et «entraves» signalées lors de l'Assemblée générale électorale de la FAA. Sur la forme, la commission a accepté les deux recours introduits par Louail et Sakhri et rejeté celui de Benmissi pour «absence de signature de l'intéressé». Dans son procès-verbal (PV), la commission explique avoir relevé la «non affiliation du CSA/MCA durant la saison sportive 2020-2021, en application de l'article 5 des statuts de la FAA» et «la signature de la feuille d'emargement par un membre du bureau exécutif sortant de la FAA pour le compte des ligues de Tamanrasset, Illizi et Adrar, ce qui a faussé la déclaration du quorum statutaire». Il a été également constaté «l'accès et la participa-

tion des ligues de Tamanrasset, Illizi et Adrar aux travaux de l'AGE sans avoir au préalable présenté les documents obligatoires d'accreditation (mandatements et/ou procès-verbaux de renouvellement visés par leurs DJS respectives conformément au point II-5 de la note méthodologique n.01 du 20 janvier 2021)». Aussi, la ligue de Tissemsilt et le club MCA ont présenté «des procès-verbaux de renouvellement non visés par leurs DJS respectives conformément au point II-5 de la note méthodologique n.01 du 20 janvier 2021», tandis que «la cotisation des membres lors de l'Assemblée générale électorale est en contradiction avec les dispositions de ladite note méthodologique, notamment les ligues de wilayas de Tamanrasset, Tيارت, Skikda, M'sila, Oran, Naâma, et les CSA NR Draria, ASAPC, IRCW et MCA». A cet égard, la Commission nationale de suivi et de renouvellement des instances des structures sportives a décidé de convoquer une autre assemblée générale électorale (probablement pour le 24 février), «conformément aux dispositions statutaires et réglementaires en la matière» et de «maintenir la même liste des candidats à la présidence et au bureau exécutif de la FAA».

Ligue I (14^e journée)

L'OM pour consolider sa position de leader

■ L'O Médéa tentera, ce week-end, de consolider son fauteuil de leader avec ce déplacement qui le mènera à Alger pour croiser le fer avec la formation du Paradou AC.



Les gars de Médéa souhaitent l'emporter face au PAC

Par .

Les gars du Titteri qui ont battu le NAHD, la semaine passée, leur permettant de rejoindre l'ESS à la première place, souhaitent continuer sur cette lancée et ajouter le PAC à leur tableau de chasse. Certes, ce sera difficile mais pas impossible pour les Bleu et Rouge qui se donneront à fond lors de cette rencontre. Ils doivent quand même faire très attention à cette équipe du Paradou qui compte revenir en force et se positionner pour jouer les premiers rôles prochainement. ASO Chlef-JS Saoura s'annonce disputé entre deux formations qui souhaitent toutes deux se relancer après des résultats en dents de scie. Les Chélifiens souhaitent l'emporter, vu qu'ils jouent à domicile, alors que les Zianides veulent se reprendre surtout qu'ils se sont quelque peu éloignés de l'objectif qui

était de prendre une place parmi le trio de tête. Le match qui mettra aux prises le NAHD à l'USMBA devrait revenir logiquement aux algérois qui souhaitent se reprendre après les deux défaites face à la JSK et l'OM. Mais ils devront quand même faire attention à cette équipe de l'USMBA qui veut éviter une autre défaite même à l'extérieur de ses bases. Le CS Constantine reçoit le MC Oran qui avait étrié l'USB lors de la précédente journée, avec l'espoir de décrocher les trois points. Les Sanafirs devront puiser dans leurs profondeurs de leurs ressources s'ils désirent prendre les trois points, sachant que les Hamraoua ne se déplaceront pas en victime expiatoire. Le WA Tlemcen est déjà dos au mur et se doit de l'emporter face au CA Bordj Bou-Arreridj dans ce choc entre mal-classés. Les Zianides ne peuvent plus se permettre un autre échec à domicile, sous peine de se trouver reca-

lés en fin de saison. L'US Biskra aura fort à faire dans ce match qui l'opposera à l'USM Alger qui se doit de se reprendre après la défaite à home face à l'AS Ain M'liia. A noter que quatre matchs seront reportés au cours de cette journée, pour permettre aux formations algériennes engagées dans les compétitions africaines de disputer leurs matchs.

M. M.

Le programme :

Vendredi 19 février 2021 :
 NAHD-USMBA (14h30)
 USB-USMA (14h30)
 CSC-MCO (14h30)
Samedi 20 février 2021 :
 PAC-OM (14h30)
 WAT-CABBA (15h)
 ASO-JSS (15h)
Matchs reportés :
 JSS-MCA
 ESS-ASAM
 NCM-CRB
 JSK-RCR

FIFA

La visite d'Infantino reportée

LA VISITE en Algérie du président de la Fifa, Gianni Infantino, annoncée hier par la FAF pour la fin de la semaine, a été reportée, annonce la même source. Prévue pour les 21 et 22

février 2021, la première visite officielle d'Infantino en Algérie en tant que président de la Fifa est donc reportée sine die. «Pour des raisons de contingences particulières, la visite du

président de la Fédération internationale de football association (Fifa), Gianni Infantino, est reportée à une date prochaine», peut-on lire sur le site de la fédération.

USM Alger

Le Burkinabè Belem passe la visite médicale

L'ATTAQUANT international burkinabè de l'USM Alger (Ligue 1 de football), Hamed Belem (21 ans), a passé la visite médicale d'usage après avoir paraphé son contrat d'une durée de deux ans et demi, a annoncé, mardi, le club algérois sur sa page officielle Facebook. La formation usmiste a publié un vidéo montrant Belem à son arrivée au stade Omar-Hamadi (Bologhine) ainsi que des photos de son maillot rouge et noir, portant le numéro 13 au dos. «Je suis vraiment très content de m'engager avec l'USMA. L'ancien attaquant

Balbone m'a beaucoup parlé de l'USMA, en me disant que c'est une très bonne équipe qui m'aidera à progresser et à aller très loin. Je dis aux supporters usmistes que je ne vais pas vous décevoir et que je ferai de mon mieux pour les satisfaire», a déclaré le nouvel attaquant burkinabè à l'issue de la traditionnelle visite médicale. Le contrat de l'ancien sociétaire du FC Rahimo (Div.1/Burkina Faso) court jusqu'en 2023. Il est arrivé lundi à Alger à bord d'un vol spécial en provenance du Mali, en compagnie de la délégation de la JS Kabylie.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Affaire de la disparition et de la mort de Kenza

Arrestation du père, auteur du crime



LA LYCÉENNE Kenza, retrouvée sans vie lundi dernier dans le massif forestier de Yakourène (42 km à l'est de Tizi Ouzou), a été assassinée puis découpée

en plusieurs parties, avons-nous appris, hier, de sources judiciaires. Le père de la victime a été arrêté et devait être présenté devant le parquet d'Azazga hier, ou au plus tard aujourd'hui. Même s'il n'est pas passé aux aveux, l'enquête a conclu qu'il était l'auteur du meurtre de Kenza. Pour rappel, la défunte avait disparu depuis le 1^{er} février dernier du domicile où elle vivait avec son père. H. M.

Affaire Sonatrach 1

Report du procès à la prochaine session criminelle

LA COUR D'APPEL d'Alger a décidé hier de reporter sine die le procès de 15 personnes, dont l'ex-PDG du groupe pétrolier Sonatrach, Mohamed Meziane, et quatre sociétés étrangères, accusées de corruption, a-t-on constaté.

Le procès a été reporté à la prochaine session criminelle en raison de l'absence de cinq inculpés, parmi lesquels trois sociétés étrangères dont les représentants n'ont pas pu faire le déplacement à cause de la pandémie de Covid-19.

Ces derniers ont été condam-

nés le 2 février 2016 à des peines de prison allant de 18 mois avec sursis à 6 ans de prison ferme et des amendes ont également été prononcées contre 12 personnes morales et physiques impliquées dans cette affaire, alors que 7 autres personnes ont bénéficié de l'acquittement.

Le jugement du 2 février 2016 avait fait l'objet d'un pourvoi en cassation devant la Cour suprême qui l'a annulé et renvoyé l'affaire vers la même instance pour rejuger une nouvelle fois ces inculpés. Y. H.

Tribunal de Chéraga

Hichem Aboud condamné à 7 ans de prison ferme, Meghzi et Kharrat à 2 ans dont un avec sursis

LE TRIBUNAL de Chéraga (Alger) a prononcé hier une peine de sept ans de prison ferme avec l'émission d'un mandat d'arrêt international contre Hichem Aboud et une peine de deux ans de prison dont un avec sursis contre Meghzi Mouloud et Kharrat Amor, avec la confiscation de tous les biens saisis.

Le tribunal n'a pas retenu la charge d'*atteinte à l'unité nationale* contre Meghzi Mouloud et Kharrat Amor. Les trois prévenus étaient accusés par le dénommé

Sofiane, fils du général-major à la retraite, Khaled Nezzar, d'avoir divulgué des informations confidentielles sur sa famille (Nezzar). Ils étaient également poursuivis pour *atteinte à l'unité nationale* et *participation à une entreprise de démolition de l'armée*. Le procureur de la République près le tribunal de Chéraga avait requis, la semaine dernière, des peines de dix ans de prison contre Hichem Aboud et de quatre ans contre Meghzi Mouloud et Kharrat Amor. K. N.

Sécurité sociale

Les professionnels de la pêche sensibilisés sur l'importance de l'affiliation

LA DIRECTION de la pêche de la wilaya de Tlemcen organise en collaboration de la Chambre de la pêche une campagne de sensibilisation au niveau du port de Ghazaouet, au profit des professionnels du secteur sur l'importance de l'affiliation à la sécurité sociale des salariés et des non-salariés, a indiqué la chargée de communication de la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques.

Cette campagne à laquelle prend part la commission locale constituée des représentants des secteurs de la Pêche, la Chambre de la pêche, la Caisse nationale des salariés, la Caisse nationale des non-salariés, la Caisse nationale de la retraite, la

Caisse nationale d'assurance-chômage, l'Inspection de l'emploi et de la Direction du travail, vise, selon Kara Lila, à sensibiliser les professionnels de la pêche sur l'importance de l'affiliation à la sécurité sociale afin de garantir leurs droits notamment à la retraite. Cette opération vise également à leur faciliter l'accès aux différentes prestations telles que l'assurance maladie et la carte Chifa, a précisé la même responsable qui a, par ailleurs, indiqué que les responsables des différentes caisses de sécurité sociale ont été instruits pour faciliter la prise en charge sociale de cette catégorie professionnelle et leur garantir une retraite décente. Adel B.

Pas de reprise des vols en raison Du coronavirus



Loumis

Djalou@hotmail.com

Justice à Béjaïa

25 activistes du hirik acquittés

■ Au moins 25 activistes du hirik ont été acquittés mardi dernier par le tribunal de Béjaïa. Ils font partie des 32 personnes arrêtées le 19 juin 2020, lors d'une manifestation de rue organisée dans la ville de Béjaïa.

Par Hocine C.

Ils sont poursuivis dans deux affaires distinctes pour *«incitation à attroupement non armé»*. Le premier verdict rendu par le tribunal de première instance concerne le procès des 22 manifestants qui s'est tenu le 22 février dernier. Le parquet a, pour rappel, réclamé une peine de 6 mois de réclusion ferme à

l'encontre des 22 accusés. Après leur remise en liberté, les mis en cause ont été convoqués à comparaître en citation directe. Le tribunal a également prononcé la relaxe en faveur de trois autres activistes du Hirik dont le procès a eu lieu le 9 février passé. A l'issue de l'audience, le ministère public avait, pour rappel, requis à leur encontre un de prison ferme assorti d'une

amende de 20 000 DA chacun. Les mis en cause avaient été interpellés en décembre 2018, alors qu'ils distribuaient des affiches pour la «marche des libertés» organisée à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits de l'homme. Ils étaient poursuivis aussi pour *«incitation à attroupement non armé»*.

H. C.

Béjaïa

Saisie de 10 quintaux de poulet impropre à la consommation

Trois individus, natifs de Béjaïa, âgés entre 35 et 38 ans, ont été arrêtés dans un abattoir illégal au village lfoughalen, commune de Boukhélfia. Pas moins de 10 quintaux de poulet impropre à la consommation ont été saisis lors d'une descente effectuée sur les lieux par des éléments de la Gendarmerie nationale de la région. «Les trois

individus ont ouvert illégalement un abattoir de volaille qui a été scellé suite à cette opération qui a également abouti à la saisie d'un petit camion de livraison de la marchandise», a indiqué récemment la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa dans un communiqué de presse qui nous a été

transmis. Les éléments de la gendarmerie ont également saisi 40 cartouches de 12mm et 10 cartouches de 16mm et découvert, sous les coussins du camion, une machine traditionnelle de fabrication de cartouches et 40 projectiles. «Un dossier judiciaire a été ficelé et transmis aux autorités judiciaires concernées», a-t-on souligné.

H. C.

Saisie de 359 kg de kif

Arrestation de 50 narcotrafiquants en une semaine

DES DÉTACHEMENTS combinés de l'ANP ont arrêté, en une semaine, dans diverses opérations, 50 narcotrafiquants et saisi 359 kg de kif, ainsi que 27 379 comprimés psychotropes, indique, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale. Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, 213 individus et saisi 28 véhicules, 81 groupes électrogènes, 46 marteaux piqueurs, 24 tonnes de mélange de pierres et d'or brut, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite. A Ouargla, Ghardaïa, El-Oued, Constantine, Sétif, Batna, Mila, Mascara et Bordj Badji Mokhtar, ajoute la même source,

18 autres individus ont été arrêtés et un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, 12 fusils de chasse, un pistolet automatique, 5 490 unités de différentes boissons et 2 610 unités de tabac ont été saisis lors d'opérations dis-

tingentes. De même, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburant s'élevant à 10 165 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras.

M. L.

Deux représentations théâtrales au programme pour la reprise

Le théâtre Kateb-Yacine de Tizi Ouzou ouvre ses portes samedi

Le théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi-Ouzou reprendra ses activités samedi prochain, après sa fermeture imposée par la crise sanitaire du coronavirus depuis une année. A l'occasion de cette reprise d'activités, deux représentations théâtrales sont programmées, à savoir «*Sin-Nni*» (Ces deux-là), produite par la coopérative Macahu d'Iferhounene samedi à 14h et «*Le Foehn*», produite par le théâtre régional Kateb-Yacine pour samedi 27 février à 14h, a précisé, hier, l'établissement culturel dans un communiqué. A rappeler que le théâtre régional de Tizi Ouzou a recouru à la Toile pour diffuser des spectacles sur sa page Facebook afin de parer aux restrictions liées à la crise sanitaire. Hamid M.